

Forum : Climat et économie

Thématique : Devons-nous repenser notre modèle économique productiviste face à l'urgence climatique actuelle ?

Nom du/de la Citoyen.ne : Montagner Lisa

Situation familiale ☐ Marié/en couple ☒ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ☐ Primaire ☐ Secondaire ☒ Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Lisa, j'ai 27 ans, et je suis un analyste financier chargé d'investissements liés au Mercosur, dans une banque d'affaires à La Paz. J'analyse des projets économiques et industriels afin d'évaluer leur rentabilité, leurs risques et leurs perspectives de développement. Je m'intéresse particulièrement aux secteurs des ressources naturelles, de l'énergie et des infrastructures, qui occupent une place essentielle dans l'économie bolivienne.

Je suis directement concerné par la question du modèle productiviste car l'économie de mon pays repose sur l'exploitation et l'exportation de ses ressources naturelles. La Bolivie dispose d'importantes ressources en gaz naturel et en minerais, dont le lithium. Cette dépendance est aujourd'hui à la fois une force économique et une vulnérabilité : la production de gaz naturel diminue et les réserves se réduisent, alors que le pays reste exposé aux fluctuations des prix des matières premières. La Banque mondiale souligne la nécessité pour la Bolivie de diversifier son économie et de trouver des alternatives à sa dépendance aux exportations de gaz.

Dans mon métier, un investissement ne peut plus être évalué uniquement sur sa rentabilité à court terme : les risques environnementaux, la disponibilité des ressources et la capacité d'un projet à créer des emplois durables sont désormais des critères importants. Le lithium montre cette contradiction : avec environ 23 millions de tonnes de ressources estimées selon US Geological Survey, notamment dans le Salar de Uyuni, la Bolivie détient un potentiel considérable pour la transition énergétique mondiale. Mais il serait dangereux de remplacer une dépendance au gaz par une nouvelle dépendance au lithium, sans protéger l'eau, les écosystèmes et les populations locales. Je pense notamment aux communautés indigènes, parfois expropriées de leurs terres ou fragilisées par l'assèchement des sols autour des sites d'extraction. L'objectif n'est donc pas de produire toujours plus, mais de produire autrement.

Je suis aussi personnellement confronté aux conséquences du changement climatique : sécheresses, inondations, incendies et tensions sur la disponibilité de l'eau, que la Banque mondiale identifie comme les principaux risques climatiques pour la Bolivie, des risques qui fragilisent l'agriculture, les infrastructures et l'activité économique.

Enfin, mon travail est aussi lié à l'intégration régionale : la Bolivie, devenue État partie du Mercosur en août 2024, dispose désormais de quatre ans pour intégrer les règles du bloc, une opportunité pour attirer des investissements et développer des projets régionaux dans l'énergie, les transports et les ressources naturelles.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle d'analyste financier, je ne décide pas des politiques étatiques mais j'agis directement sur la manière dont les capitaux privés sont orientés et évalués. Je ne pense pas que la Bolivie puisse abandonner brutalement son modèle productif : le pays doit continuer à créer des emplois et à financer son développement. Mais nous devons repenser notre manière de produire et d'investir.

Tout d'abord, au quotidien dans mes analyses de projets, je propose d'intégrer systématiquement les critères environnementaux et sociaux dans l'évaluation du risque financier. Par exemple, lorsqu'il s'agit du secteur du lithium et de ses 23 millions de tonnes de réserves dans le Salar de Uyuni, mon rôle n'est plus seulement de calculer la rentabilité immédiate mais d'orienter les crédits vers des entreprises qui s'engagent à transformer la ressource sur notre territoire tout en protégeant les écosystèmes locaux. Je souhaite également que nous développions davantage la valeur ajoutée localement : plutôt que d'exporter la ressource brute, il s'agit de construire progressivement les compétences et les industries capables de la transformer sur notre territoire, afin de créer des emplois qualifiés et de conserver davantage de valeur économique dans le pays. Ce développement doit toutefois s'accompagner de mesures strictes que j'intègre dans mes grilles d'évaluation : la consultation des communautés indigènes, l'encadrement de l'usage de l'eau et le suivi environnemental des sites d'extraction.

Ensuite, en tant que conseiller auprès d'investisseurs privés, je préconise une stratégie de diversification progressive de l'économie bolivienne. Je montre à nos clients l'intérêt financier de réinvestir une partie des revenus tirés des hydrocarbures vers des technologies propres et des énergies renouvelables (solaire, hydraulique et éolien). Je défends ainsi une transition énergétique réaliste et progressive : en tant que pays producteur de gaz, la Bolivie ne peut pas remplacer instantanément les hydrocarbures sans tenir compte des besoins de sa population, mais nous devons accélérer le mouvement, d'autant que l'Agence internationale de l'énergie indique qu'environ un quart de l'électricité produite provient déjà de sources renouvelables.

Puis, je considère que l'investissement doit devenir un véritable outil de transition : les banques devraient privilégier les projets rentables économiquement tout en limitant leur impact environnemental, car un projet destructeur pour une ressource essentielle ne constitue pas un véritable investissement d'avenir. C'est pour cela que je pense que le Mercosur peut jouer un rôle crucial en finançant des infrastructures communes, en facilitant les échanges d'électricité et en construisant des chaînes de valeur régionales.

Pour conclure, je ne suis pas favorable à l'abandon du développement productif, mais à sa transformation : il faut passer d'un modèle qui cherche à produire toujours plus à un modèle qui cherche à produire mieux tout en protégeant nos ressources. L'urgence climatique ne nous oblige pas à renoncer au développement économique, mais à réinventer la manière dont nous le construisons.